

L'agroalimentaire à l'offensive contre l'étiquetage des Ogm

© 07/02/2014 |  Terre-net Média

WASHINGTON, 06 fév 2014 (AFP) - L'industrie agroalimentaire américaine a lancé jeudi une nouvelle offensive pour défendre les OGM, contenus dans 80 % des aliments aux Etats-Unis, rejetant avec force tout étiquetage obligatoire.

Cette initiative menée par une coalition d'organisations agroalimentaires intervient alors qu'une bataille sur **l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés (OGM)** bat son plein dans le pays. Les projets de lois se sont multipliés dans une vingtaine d'Etats en faveur de labels signalant au consommateur que tel ou tel produit en contient. Un tel étiquetage est obligatoire dans une soixantaine de pays dans le monde.

La coalition formée de 29 membres dont la puissante Grocery Manufacturers Association, qui représente les grands groupes agroalimentaires et agrochimiques américains, lance un appel au Congrès « pour rapidement trouver une solution au niveau fédéral qui établirait des normes de sécurité et d'étiquetage des aliments et des boissons produits avec des OGM ». « Une solution fédérale à la question de l'étiquetage des OGM renforcerait la confiance des consommateurs dans la sûreté des aliments aux Etats-Unis, en réaffirmant le rôle de l'Agence des produits alimentaires et des médicaments (FDA) comme seule autorité nationale sur l'étiquetage de ces produits », a fait valoir lors d'une conférence de presse Martin Barbre, le président du Groupement américain des producteurs de maïs. Une telle approche dissiperait « la confusion et l'incertitude d'un patchwork de lois de 50 Etats sur la sûreté et l'étiquetage des OGM », estime la coalition.

Celle-ci propose de rendre obligatoire un examen par la FDA de la sûreté de nouvelles technologies d'OGM avant qu'elles puissent être commercialisées. Aujourd'hui, l'agence se contente de prendre pour argent comptant ce que déclarent les entreprises, sans contre-vérification.

« Les OGM sont nécessaires »

Concernant les OGM, la coalition propose un étiquetage obligatoire seulement si les autorités constatent qu'un de ces produits pose un risque pour le consommateur. En revanche, insistent les groupes agroalimentaires, « il n'y a aucune raison d'imposer un étiquetage pour tous **les produits OGM** jugés sûrs », soit la quasi-totalité.

La coalition propose en outre que la FDA établisse des normes fédérales pour les sociétés qui volontairement étiquetteraient leurs produits pour indiquer la présence ou non d'OGM. Enfin, elle demande à ce que la FDA « définisse le terme "produit naturel" » pouvant être appliqué par les sociétés agroalimentaires à leurs produits, permettant de créer un cadre légal de référence pour l'industrie et les consommateurs. « Aujourd'hui, 80 % de notre alimentation contient des OGM dont le maïs et le soja, et il n'y a pas une seule étude scientifique qui montre que ces aliments sont différents des autres », a souligné devant la presse Pamela Bailey, présidente de la Grocery Manufacturers Association.

« Les lois régissant la sûreté et l'étiquetage de nos aliments ne devraient pas être décidées par des campagnes politiques ou des législatures des Etats mais par la FDA », a-t-elle aussi martelé. « **Les aliments produits avec des OGM** sont sûrs et présentent nombre de bienfaits importants pour le public et la planète », a dit Pamela Bailey, précisant que les cultures OGM nécessitent moins d'eau et de pesticides.

« Avec une population mondiale qui devrait passer de sept à neuf milliards de personnes d'ici 2050, nous aurons besoin de produire 70 % d'aliments en plus et les OGM sont nécessaires », a-t-elle ajouté.

Selon un sondage du New York Times fin 2013, 93 % des Américains sont favorables à l'étiquetage des OGM. Pour Andrew Kimbrell, directeur du "Center for Food Safety", un groupe de défense des consommateurs, cette nouvelle coalition de puissants intérêts est une nouvelle tentative pour contrecarrer les pressions en faveur de l'étiquetage des OGM. « Ils savent que le mouvement dans le public en faveur de l'étiquetage des OGM grandit et que ce n'est qu'une question de temps », a-t-il ajouté dans un communiqué.

Andrew Kimbrell rappelle que ces sociétés agroalimentaires ont dépensé près de 70 millions de dollars en Californie et dans l'Oregon pour faire échouer des projets de lois rendant obligatoire l'étiquetage. Cette question est également un point épineux des discussions entre les Etats-Unis et l'Union européenne sur la création d'une zone de libre échange transatlantique.